

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### ALTI

Société anonyme au capital de 361 753,60 €.  
Siège social : 88, rue de Villiers, 92300 Levallois – Perret.  
401 595 483 R.C.S. Nanterre.

*Documents comptables annuels.*

#### A. — Comptes sociaux.

#### I. — Bilan au 30 septembre 2007.

(En milliers d'euros.)

Actif	30/09/2007			30/09/2006
	Brut	Amortissement provision	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles	14 164	1 516	12 648	11 600
Immobilisations corporelles	3 263	1 543	1 720	712
Immobilisations financières	15 523	2 405	13 117	6 409
Total I	32 949	5 464	27 485	18 721
Actif circulant :				
Clients et comptes rattachés	23 993	464	23 529	16 119
Autres créances	3 211	376	2 835	2 162
Valeurs mobilières de placement	1 850		1 850	632
Disponibilités	702		702	1 598
Total II	29 756	840	28 916	20 511
Comptes de régularisation	934		934	780
Total de l'actif	63 639	6 304	57 335	40 012

Passif	30/09/2007	30/09/2006
Capitaux propres :		
Capital social	361	359
Primes de fusion, d'émission et d'apport	8 476	8 415
Réserves	1 544	1 279
Résultat de l'exercice	2 324	1 051
Total I	12 705	11 104
Provisions pour risques et charges Total II	836	501
Dettes :		
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	9 835	5 209
Emprunts et dettes financières divers	7 378	4 589
Dettes fournisseurs et rattachés	6 461	4 595
Dettes fiscales et sociales	18 042	12 274

Autres dettes	135	163
Total IV	41 851	26 830
Comptes de régularisation	1 943	1 577
Total du passif	57 335	40 012

## II. — Compte de résultat au 30/09/2007.

(En milliers d'euros.)

	30/09/2007	30/09/2006
Chiffre d'affaires (hors taxes)	69 066	50 051
Autres produits d'exploitation	807	1 073
Total produits d'exploitation	69 873	51 124
Autres charges d'exploitation	18 915	14 093
Impôts et taxes	1 776	1 451
Frais de personnel	42 535	32 190
Dotation aux amortissements et aux provisions d'exploitation	881	828
Total charges d'exploitation	64 107	48 562
1. Résultat d'exploitation	5 766	2 562
Produits financiers	432	548
Charges financières	765	891
2. Résultat financier	-333	-343
3. Résultat courant avant impôts	5 433	2 219
Produits exceptionnels	213	2 628
Charges exceptionnelles	505	3 014
4. Résultat exceptionnel	-292	-386
Impôts sur les bénéfices	1 787	587
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	1 030	196
5. Résultat net	2 324	1 051

## III. — Projet d'affectation du résultat.

L'Assemblée Générale après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter comme suit le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 30 septembre 2007, d'un montant de 2 313 837,29 € :

Au poste de « Réserve légale », la somme de	144,00 €
laquelle formera avec celle de 35 931,36 € déjà portée au crédit de ce compte, une somme de 36 075,36 € égale à 10% du capital.	
Le solde, soit la somme de	2 313 693,29 €
au compte de Report à nouveau	
	2 313 837,29 €

## IV. — Annexe aux comptes sociaux de la société ALTI au 30 septembre 2007.

### I. — Nature de l'activité et normes comptables.

Alti SA est une SSII créée en 1995 spécialisée en conseil et en expertise en technologies avancées. La société propose une gamme étendue de services dans le cadre de la mise en place de systèmes d'information, depuis le conseil jusqu'à l'expertise de technologies avancées. Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence, d'indépendance des exercices et de continuité de l'exploitation.

Les comptes annuels 2007 sont établis selon les normes comptables définies par le règlement 99-03 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général homologué par arrêté ministériel du 22 juin 1999 et publié au journal officiel du 21 septembre 1999. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## II. – Faits caractéristiques de la période.

Acquisition de la société Cernum. — En date du 2 mai 2007, Alti a acquis 100% de la société Cernum et 66% de la société Lunis. Fondée en 2002 et basée en Belgique, Cernum a développé une forte expertise dans l'environnement SAP notamment autour de 3 domaines à forte valeur ajoutée : SAP CRM, SAP Business Intelligence et NetWeaver.

Cette acquisition a été financée intégralement en numéraire, une première moitié de 3,4 M€ payée à la signature et l'autre moitié versée sous forme de compléments de prix répartis sur les 2 prochains exercices 31 mars 2008 et 2009. Dans le cadre de cette opération, Alti a contracté un emprunt bancaire de 3,4 M€ sur 5 ans. Les cédants ont consenti une garantie d'actif et de passif plafonnée à 3,4 M€ et elle-même garantie par une caution bancaire à hauteur de 335 K€.

Acquisition des parts minoritaires de la société Alti Incorporated. — Courant mai 2007, Alti a acquis les parts minoritaires d'Alti Inc détenues par Scott Webster et représentant 30% du capital de la société. Cette acquisition est consécutive au départ du dirigeant actionnaire, elle a été réalisée pour un montant de 300 KUSD. Le cédant a souscrit une garantie bancaire de 50 KUSD en garantie d'actif et de passif. Une nouvelle équipe dirigeante est opérationnelle depuis octobre 2006.

Création de la société Alti Relations Clients. — Courant mai 2007, Alti a participé à hauteur de 25% à la création de la société Alti Relations Clients spécialisées dans les systèmes d'information permettant de gérer la relation clients.

Création de la société Alti Switzerland. — Au cours du deuxième semestre 2006/2007, Alti a participé à hauteur de 42% à la création de la société Alti Switzerland spécialisée dans l'intégration du progiciel SAP sur le territoire suisse.

Acquisition du Fonds de Commerce « Advoo ». — Courant juillet 2007, Alti a acquis le fonds de commerce de la société « Advoo », composé pour l'essentiel d'une équipe de consultants spécialisés dans le consulting en systèmes d'information et intervenant sur les marchés publics.

Restructuration de l'actionnariat d'Alti. — Alti et CIC LBO Partners ont annoncé que MM. André Bensimon et Michel Hamou, les actionnaires dirigeants, ont signé le 19 juin des accords avec CIC LBO Partners, en vue de l'entrée du CIC LBO Fund au capital d'Alti, au travers d'une société holding « Financière Alti », contrôlée par MM. Bensimon, Hamou et CIC LBO Fund.

A l'issue des opérations de cession et d'apport intervenus courant juillet 2007, Financière Alti s'est vu détenir 51,17% du capital et la majorité des droits de vote d'Alti.

Conformément à la réglementation applicable, Financière Alti a déposé une offre publique d'achat simplifiée portant sur la totalité des instruments financiers émis par Alti. Au terme de cette opération, « Financière Alti » détient 88% du capital d'Alti.

Fusion-absorption de la société Itras Conseil par ALTI SA. — En date du 31 mars 2007, l'Assemblée générale des actionnaires a approuvé, dans le cadre d'une simplification juridique, la fusion par absorption de la société Itras Conseil par ALTI SA rétroactivement au 1er octobre 2006. Le malus généré par cette fusion, « considéré comme un malus technique » a été enregistré en fonds de commerce.

## III. – Evénements significatifs postérieurs à la clôture.

Acquisition de la société Aralys. — Début octobre 2007, Alti a acquis 100% des titres de la société Aralys, société de Services en Ingénierie Décisionnelle. Aralys a développé depuis sa création une offre de Business Intelligence et s'appuie aujourd'hui sur une équipe de plus de 70 consultants ayant la capacité de répondre à l'ensemble des besoins des grands comptes en Business Intelligence.

Créée en 2004, Aralys a réalisé un chiffre d'affaires de 4,2 M€ en 2006 en croissance de 57%, pour une marge opérationnelle supérieure à 10%.

Cette acquisition sera financée intégralement en numéraire, un premier prix de 3,7 M€ payé à la signature et des compléments de prix répartis sur les prochains exercices clôturant les 31 décembre 2007, 2008 et 2009 et pour un montant total plafonné à 5 M€. Les cédants ont consenti une garantie d'actif et de passif plafonnée au prix payé et elle-même garantie par une caution bancaire à hauteur de 300 K€.

## IV. – Principes comptables – Méthodes d'évaluation.

Règles générales d'établissement et de présentation. — Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées pour l'établissement des comptes annuels au 30 septembre 2007 sont identiques à celles utilisées dans les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2006.

Méthode d'évaluation retenue pour certains postes du bilan :

— Frais de recherche et développement : La société engage des dépenses de recherche et développement destinées à développer son savoir-faire et à définir les nouveaux positionnements techniques de l'entreprise notamment en fonction de clients potentiels. Ces dépenses sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées, selon leur nature.

— Immobilisations incorporelles et corporelles : La valeur brute des immobilisations incorporelles et corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale de vie des biens par application des taux suivants :

- Logiciels : Linéaire 1 an ;
- Licences : Linéaire 1 an ;
- Agencements installations : Linéaire 3 à 7 ans ;
- Matériel de transport : Linéaire 4 ans ;
- Matériel de bureau : Linéaire 4 ans ;
- Matériel informatique : Linéaire 3 à 4 ans ;
- Mobilier : Linéaire 5 à 7 ans.

— Immobilisations incorporelles – Fonds de Commerce : Les fonds de commerce font l'objet d'évaluations annuelles en fonction du chiffre d'affaires et de la contribution de l'activité au résultat d'exploitation de la société.

— Immobilisations financières : Les titres de participation sont inscrits à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition ou leur valeur d'inventaire si celle-ci devait être inférieure.

La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de données économiques propres à chaque entité : nature du fonds de commerce, capitaux propres à la date de clôture et rentabilité future estimée dégagée par l'exploitation.

— Créances clients et reconnaissance du chiffre d'affaires :

– Contrats à exécution successive (régie) : Les prestations rendues et non facturées à la date de clôture sur les contrats en régie sont enregistrées en factures à établir.

– Contrats au forfait : Les contrats traités au forfait sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Selon cette méthode, les produits correspondant à chaque contrat sont pris en compte en fonction du temps passé par les intervenants à la date de l'arrêté comptable.

Lorsque le montant des coûts prévisibles pour l'achèvement d'un contrat risque de faire apparaître une perte à terminaison, une provision pour risque est constituée en fonction de la meilleure estimation de la perte probable déterminée à la clôture des comptes.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. – Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, en fonction des risques de recouvrement.

— Provision pour risques et charges : Les risques et charges, précisées quant à leur objet, mais incertaines quant à leur montant, que des événements survenus en cours d'exercice rendent probables, font l'objet d'une provision à la clôture de l'exercice. Ces provisions sont évaluées au cas par cas en fonction des éléments d'appréciation connus.

— Risque de crédit : Les instruments financiers sur lesquels la société encourt un risque de crédit sont principalement les disponibilités et valeurs mobilières de placement, ainsi que les créances clients.

Les disponibilités de la société sont principalement exprimées en euros et concentrées dans trois grandes banques françaises.

— Valeurs mobilières de placement : Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, la valeur de marché est comparée à la valeur d'acquisition. Lorsque la valeur d'acquisition est supérieure à la valeur de marché, une provision est constituée dans les comptes pour la différence.

En cas de cession des titres en cours d'exercice, la règle « premier entré, premier sorti » est appliquée pour le calcul des plus ou moins values.

— Résultat par action : Le résultat par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

## V. – Notes sur le bilan.

### V.1. Immobilisations incorporelles :

(En milliers d'euros)	Valeurs brutes				Amortissement					Valeurs nettes au 30/09/2007	
	Valeur brute au 01/10/2006	Autres mouvements	+	-	Valeur brute au 30/09/2007	01/10/2006	Autres mouvements	+	-		30/09/2007
Concessions, brevets, licences	391	23	17		431,016	352	23	45		420	11
Autres immobilisations incorporelles	12 659	52	1 022		13 733	1 096				1 096	12 637
	13 050	74	1 039		14 164	1 448	23	45		1 516	12 648

Les variations « Autres mouvements » reprennent d'une part les immobilisations existantes de la société fusionnée Itras Conseil, d'autres part le fonds de commerce généré lors de l'immobilisation du « malus technique » constaté lors de la fusion.

Le poste « Autres immobilisations incorporelles » s'analyse donc de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Valeurs brutes				Amortissement					Valeurs nettes au 30/09/2007	
	Valeur brute au 01/10/2006	Autres mouvements	+	-	Valeur brute au 30/09/2007	01/10/2006	Autres mouvements	+	-		30/09/2007
Fonds commerce :											
Euractiv	801				801						801
Cybertech	50				50						50
Cartem Conseil	3 065				3 065						3 065
PL7 Conseil	44				44						44
Masterline SI	2 959				2 959						2 959
Nucleus (1)	250				250	250				250	
Bright (2)	546				546	546				546	0
Colego	255				255						255
Itras	4 689		624		5 313	300				300	5 013
Advoo			450		450						450
	12 659		1 074		13 733	1 096				1 096	12 637

(1) Antérieurement détenu par la société Masterline Systèmes d'information.

(2) Antérieurement détenu par la société PL7 Conseil.

Les fonds de commerce font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Ils sont affectés aux Unités génératrices de trésorerie – UGT identifiées selon les secteurs d'activités Consulting Bancaire, Business Solutions et Technologies pour la France.

Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calcul de valeur d'utilité. Ces calculs utilisent des projections de flux de trésorerie basées sur les données budgétaires de l'année n+1 approuvées par la direction. Les flux de trésorerie sur les 4 années suivantes sont extrapolés à partir

de taux de croissance différenciés suivant les secteurs d'activité et compris en moyenne entre 4% et 10%. Le taux d'actualisation retenu est de 11,4%, comparable à celui retenu dans les rapports d'analystes du secteur.

## V.2. Immobilisations corporelles :

(En milliers d'euros)	Immobilisations					Amortissements					Valeurs nettes au 30/09/2007
	Valeur brute au 01/10/2006	Autres mouvements	+	- (1)	Valeur brute au 30/09/2007	01/10/2006	Autres mouvements	+	-	Valeur brute au 01/10/2006	
Matériel de transport	42	47			89	22	13	20		54	35
Installations et agencements divers	689	99	28	278	539	421	28	218	278	388	151
Matériel de bureau et informatique	1 358	36	510		1 904	936	29	136		1 101	803
Immobilisations en cours			731		731						731
	2 090	181	1 269	278	3 263	1 378	70	373	278	1 543	1 720

Les variations « Autres mouvements » reprennent les immobilisations existantes de la société Itras Conseil.

## V.3. Immobilisations financières :

(En milliers d'euros)	30/09/2007			30/09/2006		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Participations (1)	14 225	1 642	12 583	7 692	1 421	6 272
Créances rattachées à des participations (2)	752	752	0	846	846	
Prêts, dépôts et cautionnements (3)	545	11	534	137		137
	15 523	2 405	13 117	8 675	2 266	6 409

(1) L'augmentation des participations en valeur brute de 6 533 K€ résulte principalement des faits évoqués ci-dessus, à savoir :

- Fusion-absorption de la société Itras Conseil (841 K€) au 30 septembre 2006 ;
- Acquisition de la société Cernum pour un montant de 7 000 K€ ;
- Acquisition des parts minoritaires d'Alti Incorporated pour 221 K€ ;
- Augmentation de la valeur des titres de Planaxis, suite à l'ajustement de la provision pour complément de prix pour 115 K€ ;
- Souscription à la création d'ALTI Switzerland pour 26 K€ ;
- Souscription à la création d'Alti Relations Client pour 13 K€.

La variation des provisions sur titres s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	30/09/2006	Dotation	Reprise	30/09/2006
Alti International	1 227			1 227
Alti USA	137	221		358
Atoll	8			8
Alti Performance	49			49
	1 421	221		1 642

Ces provisions ont été estimées au cas par cas sur la base des fonds de commerce existants (incluant la pérennité du portefeuille client ou la stabilité des équipes), capitaux propres et rentabilités futures escomptées pour chaque filiale.

(2) Ces créances correspondent au prêt consenti début 2000 à la filiale américaine destiné à financer le rachat de la société Value Stream et provisionné à 100%.

(3) Les dépôts et cautionnements sont constitués essentiellement au 30 septembre 2007 par les dépôts de garantie versés aux bailleurs des locaux. Le dépôt de garantie du nouveau siège social au 88, rue de Villiers représente une augmentation du poste de 214 K€. Des prêts ont également été consentis au personnel pour 183 K€.

V.4. Créances clients. — L'augmentation des créances clients est liée aux fusions-absorptions évoquées ci-dessus. L'échéance des créances est inférieure à un an.

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Créances clients	21 253	14 787
Créances groupe	397	221
Clients douteux	558	249
Factures à établir	1 821	1 072
Provisions dépréciation clients douteux	-464	-210

Total	23 564	16 119
-------	--------	--------

## V.5. Charges à payer et produits à recevoir :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Produits à recevoir :		
Clients - factures à établir	1 841	1 072
Intérêts courus	11	
Autres		
Total	1 852	1 072
Charges à payer :		
Intérêts courus	78	58
Factures non parvenues	3 968	736
Dettes fiscales et sociales	6 207	4 924
Participation des salariés	1 045	195
Avoirs à établir	1	66
Autres dettes		
Total	11 299	5 979

## V.6. Produits et charges imputables à un autre exercice :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Produits constatés d'avance (1)	1 943	1 577
Charges constatées d'avance (2)	495	435

(1) Les produits constatés d'avance correspondent à l'excédent de facturation constaté par rapport au chiffre d'affaires comptabilisé en regard de l'état d'avancement du projet sur les contrats au forfait.

(2) Les charges constatées d'avance correspondent pour les points essentiels au montant du loyer et des charges payés trimestriellement (134 K€), aux honoraires liés à l'acquisition d'Aralys (137 K€), aux charges des contrats d'assurance (37 K€), à des commissions bancaires sur les souscriptions d'emprunt (37 K€).

## V.7. Postes concernant les entreprises liées :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Actif :		
Titres de participation (1)	14 225	7 692
Créances rattachées (1)	752	846
Créances clients et comptes rattachés	314	314
Comptes courants (1)	554	1 114
Charges constatées d'avance	39	39
Total	15 931	10 005
Passif :		
Dettes fournisseurs et rattachés	1 142	757
Comptes courants	1 670	582
Total	2 812	1 340

(1) Montants exprimés en valeur brute.

La société ALTI SA entretient avec ses filiales des relations commerciales dans le cadre de la fourniture de personnel sur des projets, ce qui génère créances clients, charges constatées d'avance et dettes fournisseurs. Elle centralise par ailleurs la trésorerie du groupe via des comptes-courants.

## V.8. Capitaux propres :

— Analyse des principales variations des capitaux propres :

(En milliers d'euros)	Ouverture	Augmentation de capital	Affectation du résultat	Distribution des dividendes	Clôture
-----------------------	-----------	-------------------------	-------------------------	-----------------------------	---------

Capital social	359	2			361
Prime d'émission	8 411	61			8 472
Prime de fusion	5				5
Prime d'apport					
Réserve légale	35				35
Autres réserves	1 244		1 051	786	1 509
Résultat	1 051		1 273		2 324
	11 104	63	2 324	786	12 705

— Capital social :

	Nombre de titres	Valeur nominale	Total en euros
30 septembre 2001	2 197 425	0,16	351 588
30 septembre 2005	2 197 427	0,16	351 588,32
31 mars 2006	2 244 877	0,16	359 180,32
30 septembre 2006	2 245 710	0,16	359 313,60
31 mars 2007	2 254 710	0,16	360 753,60
30 septembre 2007	2 254 710	0,16	360 753,60

Les augmentations de capital s'analysent de la façon suivante :

Date	Nature de l'augmentation de capital	Effet en capital (euros)	Effet sur les primes de fusion et d'émission (euros)
30 septembre 2005	Fusion-absorption de Masterline Management	0,32	19
27 mars 2006	Levée d'options	7 592	347 510
30 septembre 2006	Fusion-absorption d'Itras SA	133,28	4 612
31 mars 2007	Levée de BCE	1 440	61 020

— Droits à dividende :

Année de versement	Exercice	Montant total en euros	Nombre de titres	Dividende par action en euros
2000	30/09/1999	312 521	2 197 425	0,15
2001	30/09/2000			
2002	30/09/2001			
2003	30/09/2002			
2004	30/09/2003			
2005	30/09/2004			
2006	30/09/2005			
2007	30/09/2006	785 998,5	2 245 710	0,35

— Actions à droit de vote double : Tout actionnaire justifiant de ses titres nominativement depuis deux ans au moins bénéficie d'un droit de vote double. Suite à la restructuration de la détention du capital d'Alti (cf. événements majeurs), les actionnaires dirigeants ne détiennent plus de titres à droits de vote double.

— Actions propres : Au cours du semestre 06/07, 1 500 titres Alti auto-détenus ont été octroyés à des collaborateurs en régularisation d'exercice de stock option en cours au 30 septembre 2006. Les 3 316 actions propres résiduelles ont été apportées à l'OPAS initiée par Financière Alti courant août 2007.

— Options de souscriptions d'actions : Le tableau ci-dessous permet de résumer les principales caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions actuellement en vigueur :

	Plan	Plan	Plan
Date d'assemblée	28/09/1999 31/01/2002	31/01/2002	14/02/2006
Nombre d'actions autorisées par l'assemblée	109 871		100 000
Nombre d'actions attribuables par le Conseil au 30 septembre 2007			100 000
Date du Conseil d'Administration	13/04/2004	30/09/2005	Néant
Nombre d'actions pouvant être souscrites (options attribuées) :	5 000	1 077	
Par les mandataires sociaux			
Par les 10 premiers salariés attributaires	5 000	350	
Point de départ d'exercice des options	13/04/2007	30/09/2008	
Date d'expiration	12/04/2009	29/09/2010	
Prix de souscription (1)	6,49 €	13,83 €	
Nombre d'actions exerçables au 1er octobre 2006	5 000	892	
Nombre d'actions souscrites pendant l'exercice 06/07			
Prix d'exercice moyen des options levées			
Nombre d'options expirées pendant la période (expiration ou départ des bénéficiaires)		80	
Nombre d'actions restant exerçables au 30 septembre 2007	5 000	812	

*(1) Le prix de souscription correspond à 95% de la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédant la tenue du Conseil d'Administration.*

— Bons de Créateurs d'Entreprise : Le tableau ci-après permet de résumer les principales caractéristiques du plan en vigueur.

	Plan N°1	Plan N°2	Plan N°3
Date d'assemblée	31/01/2002	14/02/2006	13/02/2007
Nombre d'actions autorisées par l'assemblée	82 500	150 000	150 000
Nombre d'actions attribuables par le Conseil au 30 septembre 2007		150 000	150 000
Date du Conseil d'Administration	26/03/2002	09/10/2006	Néant
Nombre d'actions pouvant être souscrites (options attribuées) :	66 000	23 300	
Par les mandataires sociaux		0	
Par les 10 premiers salariés attributaires	39 000	23 300	
Point de départ d'exercice des options - pour moitié	01/10/2003	01/10/08 (12 800)	
Pour solde	01/10/2004	01/10/09 (10 500)	
Date d'expiration	25/03/2007	30/09/2010	
Prix de souscription (1)	6,94 €	14,74 €	
Nombre d'actions exerçables au 1er octobre 2006	13 500		
Nombre d'actions souscrites pendant l'exercice 06/07	9 000		
Prix d'exercice moyen	26,90 €		
Nombre d'options expirées pendant la période (expiration ou départ des bénéficiaires)	4 500		
Nombre d'actions restant exerçables au 30 septembre 2007		23 300	

*(1) Le prix de souscription correspond à 80% de la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédant la tenue du Conseil d'Administration.*

— Actions gratuites : Le conseil d'administration du 27 octobre 2005 a attribué 5 000 actions gratuites à compter du 27 octobre 2007.

V.9. Résultat net par action :

(En milliers d'euros sauf nombre d'actions et données par action)	30/09/2007	30/09/2006
Résultat courant avant impôts	5 433	2 219
Résultat net	2 324	1 051
Nombre moyen d'actions en circulation	2 250 210	2 244 877

Nombre moyen d'actions après dilution	2 288 822	2 269 269
Résultat courant par action	2,41	0,99
Résultat net par action	1,03	0,47
Résultat courant par action -après dilution	2,37	0,98
Résultat net par action-après dilution	1,02	0,46

## V.10. Provisions pour risques et charges :

(En milliers d'euros)	Échéance	30/09/2006	Autres mouvements	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30/09/2007
Provisions pour risques							
Litiges prud'homaux (résultat exceptionnel)	1-5 ans	149	19	133	85	69	147
Litige commercial (1)	1- 5 ans			200			200
Provisions pour charges							
Provisions pour litige bail (Ex-itras)	1- 5 ans	7		44			51
Pertes de changes (résultat financier) (2)	1- 5 ans	345		439		345	439
		501	19	816		414	837

(1) Estimation du risque par la direction.

(2) Les provisions pour perte de change correspondent aux pertes de change latentes sur le prêt (consenti début 2000 à la filiale américaine dans le cadre du financement du rachat de la société Value Stream).

## V.11. Dettes moyen et long terme. — Les dettes moyen et long terme s'élèvent à 9 835 K€ et s'analysent de la façon suivante :

Objet de l'emprunt	Capital restant dû au 30/09/2007	A un an	> 1 an	Taux
Masterline	787	306	482	Fixe =< 4%
Itras	3 032	776	2 256	Euribor 3 M Floor 2,85% Cap 4% Fixe 4,75%
Planaxis	1 286	300	983	Euribor 3 M Floor 3,4% Cap 4% Fixe 4,9%
Cernum	3 575	713	2 862	Fixe > 5,2% et <5,4%
Divers	105	90	15	
Comptes bancaires créditeurs	964	964		
Intérêts courus	86	86		
Total	9 835	3 235	6 597	

Leur remboursement anticipé est prévu dans le cas où les ratios suivants ne seraient pas respectés :

- Frais Financiers /Excédent Brut Exploitation <2,5 ;
- Dettes financières / Capitaux propres consolidés <1 ;
- Dettes financières / Excédent Brut Exploitation < 3 ;
- Dettes financières / capacité d'autofinancement < 3.

## V.12. Autres dettes et autres créances :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Autres créances :		
Comptes courants nets des provisions	330	738
Créances de TVA	2 179	1 200
Avances sur commissions	175	209
Divers produits à recevoir	152	15
Total	2 835	2 162

Autres dettes :		
Comptes courants	7 376	4 587
Clients créditeurs et avoirs à émettre		66
Notes de frais	54	46
Divers dettes	83	53
<b>Total</b>	<b>7 513</b>	<b>4 751</b>

L'échéance de l'ensemble de ces créances est inférieure à un an. Les dettes incluent des comptes-courants sur compléments de prix à payer au-delà de 1 an à hauteur de 5 689 K€.

V.13. Disponibilités et valeurs mobilières de placement. — Au 30 septembre 2007, le poste « Valeurs mobilières » comprend (en K€) :

Nature	Quantité unitaire	Valeur unitaire (€)	Valeur brute (K€)	Dépréciation (K€)	Valeur nette (K€)
Sicav monétaires (Etoile Mone BNP Paribas)	48	3 254	156		156
Sicav monétaires (Etoile Euro Trésor Crédit du Nord)	2	193 057	386		386
Sicav monétaires (Etoile premier jour Crédit du Nord)	21	54 501	1 145		1 145
Sicav monétaires (Etoile C.Terme SI Crédit du Nord)	19	8 568	163		163
<b>Total</b>			<b>1 850</b>		<b>1 850</b>

Le poste « Disponibilités » est relatif aux comptes bancaires et solde de caisse.

V.14. Ecart de conversion. — L'écart de conversion actif d'un montant de 439 K€ au 30 septembre 2007 représente l'écart de change sur le dollar, constaté sur les titres d'Alti Incorporated ainsi que sur les avances qui lui ont été consenties en 2000. L'écart de change actif fait l'objet d'une provision pour perte de change.

## VI. – Notes sur le compte de résultat.

VI.1. Le Chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires au 30 septembre 2007 est de 69 066 K€ contre 50 051 K€ au 30 septembre 2006. Il est intégralement constitué par des prestations de services réalisées en France.

VI.2. Effectifs. — L'effectif employé par la société au 30 septembre 2007 est de 658 personnes pour 451 personnes au 30 septembre 2006. La ventilation de l'effectif par catégorie est de 95% de cadres et 5% non-cadres, soit au 30 septembre 2007 : 623 cadres et 35 non-cadres.

VI.3. Postes concernant les entreprises liées :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Charges :		
Sous-traitance	3 546	2 396
Autres achats et charges externes	48	100
Frais financiers	11	9
Dépréciation des titres	222	54
Dépréciation des comptes courants		224
<b>Total</b>	<b>3 827</b>	<b>2 783</b>
Produits :		
Prestations de services	984	794
Intérêts sur prêts	46	51
Reprise provision / titres et créances rattachées		45
<b>Total</b>	<b>1 030</b>	<b>845</b>

VI.4. Produits et charges financiers. — Le résultat financier correspond à :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
-----------------------	------------	------------

Revenus de Valeur mobilière de placement	32	26
Revenus nets de C/C filiales	46	51
Intérêts bancaires	-418	-174
Provision pour perte de change sur le dollar	-6	
Dépréciation titres Alti Incorporated	-222	
Dividendes perçus	163	50
Provision sur titres, compte courant, et pour risque		-278
Exercices stock-options	-15	
Cession actions auto-contrôle	76	
Divers	12	-18
<b>Total</b>	<b>-333</b>	<b>-343</b>

## VI.5. Produits et charges exceptionnels :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Litiges salariaux	-3	-177
Incendie locaux rue de Clichy/fin de bail	-192	-33
Restructuration locaux intras		-127
Honoraires fusion	-8	-26
Résiliation bail Advoo	-17	
Litiges Bail ex-Itras	-55	
Divers	-17	-23
<b>Total</b>	<b>-292</b>	<b>-386</b>

## VI.6. Impôt sur les sociétés et participation des salariés. — Incidence sur le résultat des dispositions fiscales :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Impôt sur les sociétés	1 788	587
Participation	791	195
<b>Total</b>	<b>2 579</b>	<b>782</b>

Il n'y a pas d'intégration fiscale au sein du groupe.

— Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel :

(En milliers d'euros)	Avant IS	Impôt théorique (Crédit d'impôt) (1)	Impôt comptable (1)
Résultat courant	5 433	1 809	
Résultat exceptionnel	-292	-97	
IS		1 712	1 787

Le montant de l'impôt diffère de l'impôt théorique du fait de charges non fiscalement déductibles.

La participation au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2007 s'est élevée à 791 K€ pour 195 K€ au 30 septembre 2006. L'intéressement (1er exercice) représente un montant de 240 K€.

— Allègement et accroissement d'impôts futurs : Détail des allègements d'impôts futurs :

– Les moins-values long terme d'un total de 3 879 K€ sont déductibles des plus-values long terme dans les limites suivantes :

	Montant (en milliers d'euros)	Date d'origine	Dates de déductibilité
	443	2002	2003-2012
	2 779	2003	2004-2013
	565	2004	2005-2014

	37,4	2005	2006-2015
	54,5	2006	2007-2016
	222	2007	2008-2017
Total	4 101		

- Organic : 99 K€ déductible au 30 septembre 2008 ;
- Participation et intéressement : 1 030 K€ déductible au 30 septembre 2008 ;
- Honoraires sur acquisition : 274 K€ déductibles du 30 septembre 2008 au 30 septembre 2011.

## VI.7. Liste des filiales et participations :

Sociétés	Date acquisition	Date clôture	Capital K€	Capitaux propres hors résultat (K€)	En % du capital détenu	Montant de la participation brute (K€)	Montant de la participation nette de dépréciation (K€)	Prêts et Avances Consentis et non encore remboursés (K€)	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos (K€)	Résultat du dernier exercice clos (K€)	Dividendes encaissés au cours du dernier exercice
Alti International	11/09/97	30/09/07	745	306	95%	2 364	1 137	193		8 755	266	
Alti Solutions	07/06/05	30/09/07	62	62	55%	33,9	33,9			301	0,5	
Cernum	03/05/07	31/03/07	75	842	100%	7 000	7 000			8 810	676	
Alti Inc. (1)	01/12/99	30/09/07	175	-263	100%	358		752		4 277	228	
SYTEST	01/04/03	30/09/07	50	295	50%	25,7	25,7			5 336	605	
Alti Performance	24/02/06	30/09/07	70	-209	70%	49	0	224			-43	
Planaxis	01/09/06	30/09/07	622,4	711	100%	4 319	4 319			8 730	583	
Alti Algérie	01/04/06	31/12/07	11	11	80%	10	10	122		259	-131	

(1) Données en euros au cours de clôture.

Les sociétés Alti Consulting et Alti Switzerland ne sont pas reprises car sans activité pour la première et créée dans l'exercice et encore sans activité pour la seconde.

Concernant la valorisation des titres :

- Les titres d'ALTI International ont été valorisés sur la base de la rentabilité future escomptée ;
- La valorisation des titres de Planaxis et Cernum intègrent des compléments de prix qui ne seront versés au cédant que sur la base des résultats à venir.

VI.8. Rémunérations des dirigeants. — La rémunération concernant les dirigeants (membres du Conseil d'Administration) s'est établie de la façon suivante :

	Rémunération annuelle brute y compris avantages en nature	Prise en charge contrats d'assurance	Engagements au titre du régime des retraites (Indemnités fin de carrière)
André Bensimon	152	Néant	1,3
Michel Hamou	155	Néant	0,8

Aucune avance ni crédits n'ont été accordés aux membres des organes de direction.

## VII. – Informations relatives aux engagements hors bilan.

Nantissements :

Nantissements	Nature	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant de l'actif nanti
Valeur mobilière de placement	Loyers siège social	05/09/2004	(*) 05/09/2005	386 K€
Valeur mobilière de placement	Compléments de prix Cartem Conseil	29/10/2003	30/06/2007	162 K€
Valeur mobilière de placement	Caution marché public Port autonome de Paris	09/06/2005	(*) 27/10/2005	53 K€

(\*) Nantissements reconduits.

Titres acquis avec clause de révision de prix et cautions reçues :

- Masterline : Le cédant majoritaire s'est engagé à garantir les actifs et les passifs de la société dans la limite de 200 K€ et moyennant une caution bancaire à hauteur de 150 K€ jusqu'au 30 juin 2008.

— Colego : Un complément de prix sera éventuellement versé à l'actionnaire cédant sur la base de la marge brute arrêtée au 31 décembre 2006 plafonné à 225 K€.

Le cédant majoritaire s'est engagé à garantir les actifs et passifs de la société jusqu'au 31 décembre 2008.

— Itras : Les cédants ont consenti une garantie d'actif et de passif plafonnée à 500 K€ jusqu'au 31 décembre 2009 et elle-même garantie par une caution bancaire dégressive à hauteur de 200 K€.

— Planaxis : La transaction prévoit des compléments de prix relatifs aux résultats des exercices clos les 30 septembre 2007 et 31 mars 2008, fonction du résultat courant avant impôt et respectivement plafonnés à 1,1 M€ et 0,55 M€.

Les cédants ont consenti une garantie d'actif et de passif plafonnée à 73% des sommes perçues et elle-même garantie par une caution bancaire à hauteur de 150 K€.

— Cernum : La transaction prévoit des compléments de prix relatifs aux résultats des exercices clos les 31 mars 2008 et 31 mars 2009, fonction du résultat courant avant impôt, plafonnés chacun à 1 875 K€ dans la limite d'un plafond global de 3 650 K€.

Les cédants ont consenti une garantie d'actif et de passif plafonnée au montant du prix jusqu'au 31 mars 2010 et elle-même garantie par une caution bancaire à hauteur de 335 K€.

Engagements au titre des régimes de retraite. — Il n'existe aucun engagement contractuel particulier au sein d'ALTI. Les salariés français du groupe bénéficient des dispositions de la convention collective du SYNTEC en matière d'indemnité de départ à la retraite.

Sur ces bases, le montant de l'engagement est de 71 K€ charges sociales incluses au 30 septembre 2007. Ce montant n'a pas fait l'objet de provision dans les comptes sociaux clôturés.

Droit Individuel à la formation. — Les collaborateurs disposent d'une information individuelle. Les demandes en cours au nombre de 29 ont fait l'objet d'une provision dans les comptes pour un montant de 3,5 K€.

Engagements et autres obligations contractuelles. — Il s'agit essentiellement des contrats de locations immobilières.

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Obligations en matière de location-financement	Non significatif			
Contrats de location simple	7 423	1 067	3 266	3 090
Obligations d'achat irrévocables	Néant			
Autres obligations à long terme	Néant			
Total	7 423	1 067	3 266	3 090

Aucun autre engagement hors bilan significatif n'a été contracté par la société à ce jour.

## B. — Etats financiers consolidés au 30 septembre 2007.

### I. — Bilan consolidé.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	30/09/2007	30/09/2006
Ecarts d'acquisition	Note 2	22 848	16 225
Immobilisations incorporelles	Note 3	646	82
Immobilisations corporelles	Note 4	2 024	1 062
Actifs financiers non courants	Note 5	1 419	891
Impôts différés actifs	Note 6	653	244
Total des actifs non courants		27 591	18 505
Clients et autres débiteurs	Note 7	31 301	22 269
Autres actifs courants	Note 8	3 408	3 112
Trésorerie et équivalents trésorerie	Note 9	5 000	3 526
Total des actifs courants		39 709	28 906
Total de l'actif		67 300	47 411

  

Passif	Notes	30/09/2007	30/09/2006
Capital social		361	359
Primes		8 786	8 726
Réserves consolidées		2 050	-155
Ecarts de conversion		38	17

Résultat consolidé		4 325	2 794
Capitaux propres-part du groupe	Note 10	15 561	11 741
Intérêts minoritaires		699	396
Total capitaux propres		16 259	12 137
Provisions retraites	Note 11	76	170
Dettes financières long terme	Note 12	6 744	3 910
Autres passifs non courants	Note 13	5 690	3 988
Total des passifs non courants		12 510	8 068
Part à moins d'un an des dettes financières long terme	Note 12	3 503	1 743
Provisions court terme	Note 14	856	205
Fournisseurs et autres créanciers		8 082	6 793
Autres passifs courants	Note 8	26 090	18 466
Total des passifs courants		38 531	27 207
Total du passif		67 300	47 411

## II. — Compte de résultat consolidé.

(En milliers d'euros.)

	Notes	30/09/2007	30/09/2006
Chiffre d'affaires	Note 1	96 282	64 754
Autres produits de l'activité		307	386
Charges de personnel		-60 973	-40 842
Autres charges d'exploitation	Note 15	-27 095	-19 565
Résultat opérationnel courant		8 521	4 733
En % du chiffre d'affaires		8,8%	7,3%
Autres produits et charges opérationnels	Note 16	-630	-126
Résultat opérationnel		7 890	4 607
En % du chiffre d'affaires		8,2%	7,1%
Coût de l'endettement financier net		-366	-166
Autres produits et charges financiers		-12	-60
Résultat financier	Note 17	-378	-226
Charge d'impôt		-2 799	-1 333
Résultat net des activités poursuivies		4 714	3 048
Quote-part de résultat des sociétés associées		14	
Résultat net		4 727	3 048
Dont :			
Part du groupe		4 325	2 794
Part des minoritaires		402	254

Résultat par action :

(En euros)	30/09/2007	30/09/2006
Résultat net part du groupe par action en €	1,88	1,24
Nombre moyen pondéré d'actions	2 250 210	2 244 877
Résultat net dilué part du groupe par action en €	1,85	1,23
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	2 288 822	2 269 269

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, augmenté du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui auraient été émises suite à la conversion en actions ordinaires, de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Sont présentées, ci-après, les informations sur les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action, pour l'ensemble des activités et pour les activités abandonnées :

	30/09/2007	30/09/2006
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (excluant les actions propres) pour le résultat de base par action	2 250 210	2 244 877
Effet de la dilution :		
Options d'achats d'actions	38 612	24 392
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (excluant les actions propres) ajusté pour le résultat dilué par action	2 288 822	2 269 269

Il n'y a pas eu d'autre opération affectant le nombre d'actions ordinaires ou potentielles entre la date de clôture et la date d'achèvement des présents états financiers.

### III. — Variation des capitaux propres du Groupe.

(En milliers d'euros.)

	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de Conversion	Résultat	Capitaux propres part du groupe
Solde au 30 septembre 2005	352	8 374	-1 356	-8	1 125	8 487
Augmentation de capital (fusion)		5				5
Exercice des options	8	348				355
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1 125		-1 125	
Distribution de dividendes						
Ecart de conversion				25		25
Paiement en actions			34			34
Ecarts actuariels			55			55
Autres mouvements			-13			-13
Résultat de l'exercice					2 794	2 794
Solde au 30 septembre 2006	359	8 726	-155	17	2 794	11 741
Exercice des options	2	61				62
Affectation du résultat de l'exercice précédent			2 794		-2 794	
Distribution de dividendes			-786			-786
Ecart de conversion				21		21
Paiement en actions			101			101
Ecarts actuariels			83			83
Autres mouvements			13			13
Résultat de l'exercice					4 325	4 325
Solde au 30 septembre 2007	361	8 786	2 050	38	4 325	15 561

— État consolidé des produits et charges comptabilisées directement en capitaux propres :

	30/09/2007	30/09/2006
Résultat de la période – part du groupe	4 325	2 794
Ecarts actuariels sur engagements de retraite	83	55
Ecarts sur les filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères	21	25
Total des écarts de valeur comptabilisés directement en capitaux propres	104	80
Total des produits et charges revenant au groupe	4 533	2 874

— Variation des Intérêts minoritaires :

(En milliers d'euros)	Réserves	Ecart de Conversion	Résultat	Capitaux propres – part des minoritaires
Solde au 30 septembre 2005	102		82	184
Variations de périmètre (1)	21			21
Affectation du résultat de l'exercice précédent	82		-82	
Distribution de dividendes	-50			-50
Autres mouvements	-13			-13
Résultat de l'exercice			254	254
Solde au 30 septembre 2006	142		254	396
Variations de périmètre (1)	54			54
Affectation du résultat de l'exercice précédent	254		-254	
Distribution de dividendes	-163			-163
Autres mouvements	10			10
Résultat de l'exercice			402	402
Solde au 30 septembre 2007	297		402	699

(1) Rachat des parts minoritaires d'Alti Incorporated.

#### IV. — Tableau de flux de trésorerie consolidés.

(En milliers d'euros.)

	30/09/2006 (12 mois)	30/09/2007 (12 mois)
Résultat net part du Groupe	2 794	4 325
Dotations nettes aux amortissements et provisions	685	1 384
Charges nettes liées aux options de souscription	34	101
Intérêts financiers	176	377
Plus (moins) values de cession d'immobilisations	-321	
Résultat des sociétés mise en équivalence		-14
Intérêts minoritaires	254	402
Charges d'impôt (y compris impôts différés)	1 333	2 799
Flux de trésorerie avant variation du besoin en fond de roulement, intérêts financiers et impôt	4 955	9 374
Impôts payés	-1 025	-3 190
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	-181	-698
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 749	5 486
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-494	-902
Décaissements liés aux dépôts et prêts	-6	-402
Investissements d'exploitation nets	-500	-1 304
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (1)	-8 985	-6 158
Trésorerie des sociétés acquises pendant l'exercice	748	298
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	650	
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		
Investissements financiers	-7 586	-5 860
Flux nets lié aux opérations d'investissement	-8 080	-7 164
Augmentations de capital liées à des souscriptions d'actions	355	62

Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-50	-150
Dividendes versés		-785
Souscriptions d'emprunts	4 000	5 104
Remboursements d'emprunts	-583	-1 528
Intérêts financiers nets versés	-175	-377
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	3 547	2 326
Variation de trésorerie	-784	648
Trésorerie à l'ouverture (y compris Valeur mobilière de placement)	3 927	3 143
Incidence des variations de cours des devises		21
Trésorerie de clôture (nette des découverts bancaires)	3 143	3 812

(1) Dont 3 365 K€ relatifs à l'acquisition de Cernum.

## V. — Annexes aux comptes consolidés.

### Principes comptables, méthodes d'évaluation et de consolidation.

Principes comptables. — En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du groupe ALTI sont établis selon les normes internationales IAS/IFRS applicables au 30 septembre 2007 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Les amendements et nouvelles normes IAS 1 et IFRS 7, ainsi que les interprétations IFRIC 7, IFRIC 8, IFRIC 10 et IFRIC 11, étant d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 01/01/07, ils seront donc appliqués par Alti au 30 septembre 2008 et les informations fournies seront modifiées en conséquence.

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 10 décembre 2007. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires qui ont le pouvoir de modifier les comptes le 11 mars 2008.

En application de l'IFRS 1 « première adoption des IFRS », le groupe ALTI a retenu les options suivantes :

— la méthode du coût historique appliquée aux immobilisations corporelles a été maintenue sans retenir l'option d'évaluation à la juste valeur comme coût présumé ;

— les regroupements d'entreprises intervenus avant le 1er octobre 2004 n'ont pas été retraités, la classification et les méthodes antérieures de comptabilisation ont été maintenues à la date de transition; à compter de cette date, les regroupements d'entreprises sont traités conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 ;

— les engagements de retraite ont été comptabilisés dans leur intégralité ;

— les écarts de conversion relatifs à la conversion des filiales étrangères antérieurs au 1er octobre 2004 ont été reclassés en réserves consolidées ;

— concernant les paiements en action, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et non acquis au 1er octobre 2004 ont fait l'objet d'un retraitement selon les dispositions de la norme IFRS 2.

Par ailleurs, un certain nombre de reclassements ont été effectués sans incidence sur les capitaux propres ni sur le résultat net du groupe :

— Au bilan :

— les fonds de garantie versés dans le cadre de contrats d'affacturage sont classés en « Autres actifs non courants » ;

— l'impôt différé actif figure en « Autres actifs non courants » ;

— les valeurs mobilières de placement faisant l'objet de nantissement figurent en « Autres actifs non courants » ;

— les échéances des emprunts à plus d'un an figurent en dettes financières long terme, les échéances à moins d'un an figurent en « autres actifs courant » ;

— les provisions pour risques et charges sont ventilées entre passifs courant et non courants. Les provisions pour indemnités de départ à la retraite figurent en passifs non courants ;

— les éléments d'actifs et de passifs des sociétés en cours de cession à la clôture de l'exercice ont été reclassés en « actifs et passifs destinés à être cédés ».

— Au compte de résultat :

— les « autres produits de l'activité » représentent les frais refacturés aux clients ;

— les transferts de charges, les divers remboursements, les reprises de provisions sont constatées en réduction des charges constatées ;

— les éléments de résultat des sociétés en cours de cession à la clôture de l'exercice ont été reclassés en « résultat des activités en cours de cession ».

Base de préparation des états financiers consolidés. — Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à leur juste valeur. La valeur comptable des actifs et passifs qui sont des éléments couverts par une couverture de juste valeur, et qui sont par ailleurs évalués au coût, est ajustée pour tenir compte des variations de juste valeur attribuables aux risques couverts. Les états financiers consolidés sont présentés en Euro et toutes les valeurs sont arrondies au millier de la plus proche sauf indication contraire.

Principes de consolidation. — Les états financiers consolidés du groupe Alti SA comprennent les états financiers de la société-mère Alti SA et de ses filiales françaises et étrangères au 30 septembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société-mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

— Méthodes de consolidation : Les comptes des sociétés dans lesquelles la société Alti exerce un contrôle sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entité afin d'en obtenir des bénéfices.

Les comptes des sociétés dans lesquelles la société Alti exerce une influence notable sont consolidés par la méthode de la mise en équivalence.

Les comptes des sociétés dans lesquelles la société Alti ne détient pas d'influence notable ne sont pas consolidés.

— Consolidation de filiales et écarts d'acquisition : Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs acquis et les passifs repris, ainsi que les passifs éventuels assumés, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La différence non affectée entre le coût d'acquisition des titres de la société acquise (y compris les éventuels compléments de prix qui sont enregistrés lorsqu'ils sont probables et que leur montant peut être évalué de façon fiable) et l'évaluation à leur juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à la norme IAS 36 mais, affectés aux unités génératrices de trésorerie, ils font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Le test de dépréciation est réalisé pour la ou les unités génératrices de trésorerie auxquelles l'écart d'acquisition a été affecté en comparant la valeur recouvrable et la valeur comptable de ou des unités génératrices de trésorerie. Le groupe considère que les unités génératrices de trésorerie sont représentés par les zones géographiques dans un premier temps et pour la France, les secteurs d'activité Technologie, Business Solutions et Conseil bancaire.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de cession et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés fondés sur les données budgétaires de l'année N+1 approuvées par la direction et extrapolées sur les quatre années suivantes et un taux d'actualisation reflétant les risques spécifiques de l'unité génératrice de trésorerie. En cas d'excès de la valeur comptable par rapport à la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie, les actifs de l'unité génératrice de trésorerie sont ramenés à leur valeur recouvrable, la perte de valeur étant imputée en priorité sur l'écart d'acquisition.

— Eliminations des comptes et transactions réciproques : Tous les soldes et transactions intragroupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

— Intérêts minoritaires : Les intérêts minoritaires représentent la part de profit ou de perte ainsi que les actifs nets, qui ne sont pas détenus par le Groupe. Ils sont présentés séparément dans le compte de résultat et dans les capitaux propres du bilan consolidé, séparément des capitaux propres attribuables à la société-mère

— Opérations en devises étrangères et conversion des états financiers libellés en devises : Les états financiers libellés en devises étant relatifs à des entités autonomes, la méthode du taux de clôture a été appliquée. Les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au cours de change de clôture. Les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'année.

Les écarts de conversion tant sur les éléments du bilan d'ouverture que sur le résultat sont transférés directement en capitaux propres, au poste « écart de conversion », pour la part du groupe, et au poste « intérêts minoritaires », pour la part leur revenant.

Les opérations en devises étrangères sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires en devises sont convertis au taux de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont constatés en produits ou charges dans la rubrique autres produits et charges financiers.

— Impôts différés : Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'apparaît plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôts différés non reconnus sont réappréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et règles fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non au compte de résultat.

Méthodes d'évaluation :

— Frais de recherche et développement : La société ALTI SA engage des dépenses de recherche et développement destinés à développer son savoir-faire et à définir les nouveaux positionnements techniques notamment en fonction de clients potentiels. Ces dépenses sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées, selon leur nature, conformément à la norme IAS 38, les critères d'activation n'étant pas remplis.

— Immobilisations incorporelles et corporelles : La valeur brute des immobilisations incorporelles et corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité des biens par application de taux homogènes au sein du groupe :

Nature	Méthode	Durée
Agencements et installations	Linéaire	5 à 8 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 7 ans
Logiciel	Linéaire	1 à 3 ans

Les amortissements sont comptabilisés en charges d'exploitation.

Il n'y a pas eu de changement de durée d'amortissement au cours de l'exercice.

— Trésorerie et équivalents de trésorerie : La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles et qui ne représentent pas de risque de perte de valeur à court terme comme les soldes de trésorerie en banque et les valeurs mobilières de placements soumises à un risque négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à leur juste valeur.

En cas de cession de ces titres, la règle « premier entré, premier sorti » est appliquée pour le calcul des plus ou moins values.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

— Actions propres : Les actions ALTI détenues par la maison mère sont inscrites en diminution des capitaux propres consolidés. — Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du Groupe.

— Provision pour retraite : Les engagements d'ALTI en matière de retraite proviennent des régimes conventionnels (Syntec) de fin de carrière en France. L'évaluation de la provision pour retraite est réalisée par des actuaires indépendants. Le coût des prestations définies est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Le Groupe ALTI ayant comptabilisé dans leur intégralité les engagements de retraite sur les capitaux propres au 1er octobre 2004 et ayant opté pour l'application par anticipation au 1er octobre 2005 de la norme IAS 19 révisée, les écarts actuariels générés sont imputés en capitaux propres et aucun amortissement au titre de ces écarts actuariels n'est comptabilisé au compte de résultat.

Le montant comptabilisé au passif ou à l'actif au titre d'un régime à prestations définies comprend la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, diminuée du coût des services passés non encore comptabilisés et diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime utilisés directement pour éteindre les obligations.

— Provision : Des provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation actuelle résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Ces provisions sont évaluées au cas par cas en fonction des éléments d'appréciation connus.

— Emprunts et dettes financières : Les emprunts sont initialement enregistrés à leur juste valeur qui correspond au montant reçu net des coûts d'émission. Ils sont ensuite évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

— Chiffre d'affaires :

— Contrats à exécution successive (régie) : Les prestations rendues et non facturées à la date de clôture sur les contrats en régie sont enregistrées en factures à établir.

— Contrats au forfait : Les contrats traités au forfait sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement conformément à l'IAS 18.

Selon cette méthode, les produits correspondant au contrat sont pris en compte en fonction du temps passé par les intervenants à la date de l'arrêt des comptes.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en « Clients et comptes rattachés » pour la part excédant la facturation émise et en « Produits constatés d'avance » pour la quote-part de facturation excédant les prestations réalisées.

Lorsque le montant des coûts prévisibles pour l'achèvement d'un contrat montre qu'il est probable qu'une perte à terminaison existe, une provision pour risque est constituée en fonction de la meilleure estimation de la perte probable déterminée à la clôture des comptes.

— Résultat opérationnel courant : Le résultat opérationnel courant retrace la performance opérationnelle des différentes activités courantes du groupe.

— Stock-options : Les plans de stock-options et de bons de créateurs d'entreprises émis après le 7 novembre 2002 ont été valorisés selon les dispositions de la norme IFRS 2. La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits. La valeur unitaire des options a été calculée en utilisant le modèle de Black and Scholes sur la base des hypothèses propres à la société ALTI.

— Autres produits et charges opérationnels : Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux, peu fréquents et de montants significatifs que le groupe présente de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante, ceci en conformité avec la recommandation du CNC du 27 octobre 2004.

Les autres produits et charges opérationnels incluent notamment les litiges majeurs, les résultats de cession d'actifs et les coûts de restructuration des sociétés acquises.

— Résultat par action : Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté des effets des bons de souscription d'actions et des bons de créateurs d'entreprises dilutifs.

Jugements et estimations de la direction. — Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-dessous :

— Dépréciation du Goodwill : Le Groupe détermine, au moins une fois par an, s'il est nécessaire de déprécier le goodwill. Ceci nécessite une estimation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill est alloué. L'estimation de la valeur d'utilité requiert que le management fasse des estimations sur les flux de trésorerie futurs attendus de cette unité génératrice de trésorerie et choisisse également un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie. La valeur nette comptable du goodwill au 30 septembre 2007 est de K€ 22 848 (2006 : K€ 16 225). De plus amples détails sont communiqués en note 2.

— Impôts Différés Actifs : Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables, lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. — La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations à la fois sur la période de consommation des reports déficitaires, et sur le niveau des bénéfices imposables futurs, au regard des stratégies en matière de gestion fiscale. — La valeur comptable des pertes fiscales reconnues au 30 septembre 2007 est de K€ 36 (2006 : K€ 90) et le montant des pertes fiscales non reconnues s'élève à K€ 88. De plus amples détails sont communiqués en note 6.

— Pensions et Autres Avantages Postérieurs à l'Emploi : Le coût des régimes à prestations définies et autres avantages postérieurs à l'emploi, est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. — Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions. En raison du caractère long terme des ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative. Le passif net constitué au titre de ces avantages du personnel au 30 septembre 2007 s'élève à K€ 76 (2006 : K€ 170). De plus amples détails sont communiqués en note 11.

— Paiement en action et assimilés (stock options) : La juste valeur des options d'achat ou de souscription est calculée en utilisant un modèle de Black and Scholes et prend en compte la durée prévue des options, le taux d'intérêt sans risque, la volatilité observée dans le passé et le rendement anticipé des dividendes. De plus amples détails sont communiqués en note 10.

#### Périmètre de consolidation.

Liste et identité des sociétés consolidées :

Raison sociale adresse	Siège	Identifiant	En % contrôle	Mode de contrôle	Méthode de consolidation
Alti Sa	92300 Levallois Perret	401 595 483	100%	Société-mère	Société-mère
Sytest	92300 Levallois Perret	448 370 072	50,02%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Alti Performance	92300 Levallois Perret	488 740 648	70%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Alti NV	Zaventem (Belgique)	616 722	95%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Alti Solutions	Gand (Belgique)	129 752	55%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Alti Incorporated	Tallahassee (USA)		100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Binary Four Group LLC	Tallahassee (USA)		51%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Planaxis Technologies Inc	Montréal (CANADA)	1 146 945 325	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Alti Algérie	Alger (Algérie)	06 B 097 3176	80%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Cernum	(Belgique)	477 604 145	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Lunis	(Belgique)	879 823 553	66%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Alti Relations Clients	92100 Boulogne-Billancourt	495 095 622	25%	Influence notable	Mise en équivalence

#### Variations du périmètre de consolidation.

Consolidation de la société Alti Algérie. — Suite au démarrage de l'activité de la société Alti Algérie (ex-Itras Algérie) au cours du semestre, la société a été consolidée au 31 mars 2007 par intégration globale.

Acquisition de la société Cernum. — En date du 2 mai 2007, Alti a acquis 100% de la société Cernum et 66% de la société Lunis. Fondée en 2002 et basée en Belgique, Cernum a développé une forte expertise dans l'environnement SAP notamment autour de 3 domaines à forte valeur ajoutée : SAP CRM, SAP Business Intelligence et NetWeaver.

Cette acquisition a été financée intégralement en numéraire, une première moitié de 3,4 M€ payée à la signature et l'autre moitié versée sous forme de compléments de prix répartis sur les 2 prochains exercices 31 mars 2008 et 2009. Dans le cadre de cette opération, Alti a contracté un emprunt bancaire de 3,4 M€ sur 5 ans. Les cédants ont consenti une garantie d'actif et de passif plafonnée à 3,4 M€ et elle-même garantie par une caution bancaire à hauteur de 335 K€.

Acquisition des parts minoritaires de la société Alti Incorporated. — Courant mai 2007, Alti a acquis les parts minoritaires d'Alti Inc détenues par Scott Webster et représentant 30% du capital de la société. Cette acquisition est consécutive au départ du dirigeant actionnaire, elle a été réalisée pour un montant de 300 KUSD. Le cédant a souscrit une garantie bancaire de 50 KUSD en garantie d'actif et de passif. Une nouvelle équipe dirigeante est opérationnelle depuis octobre 2006.

Création de la société Alti Relations Clients. — Courant mai 2007, Alti a participé à hauteur de 25% à la création de la société Alti Relations Clients spécialisées dans les systèmes d'information permettant de gérer la relation clients.

Création de la société Alti Switzerland. — Au cours du deuxième semestre 2006/2007, Alti a participé à hauteur de 42% à la création de la société Alti Switzerland spécialisée dans l'intégration du progiciel SAP sur le territoire suisse.

Contribution au Groupe des entités acquises. — La contribution au Groupe de la société Cernum acquise sur la période et qui va du 1er mai au 30 septembre 2007 est la suivante :

(En millier d'euros)	30/09/2007
Contribution au chiffre d'affaires	4 209
Contribution au résultat net	535

#### Evènements significatifs de la période.

Acquisition du Fonds de Commerce « Advo » — Courant juillet 2007, Alti a acquis le fonds de commerce de la société « Advo », composé pour l'essentiel d'une équipe de consultants spécialisés dans le consulting en systèmes d'information et intervenant sur les marchés publics.

Restructuration de l'actionariat d'Alti. — Alti et CIC LBO Partners ont annoncé que MM. André Bensimon et Michel Hamou, les actionnaires dirigeants, ont signé le 19 juin des accords avec CIC LBO Partners, en vue de l'entrée du CIC LBO Fund au capital d'Alti, au travers d'une société holding « Financière Alti », contrôlée par MM. Bensimon, Hamou et CIC LBO Fund.

A l'issue des opérations de cession et d'apport intervenus courant juillet 2007, Financière Alti s'est vu détenir 51,17% du capital et la majorité des droits de vote d'Alti.

Conformément à la réglementation applicable, Financière Alti a déposé une offre publique d'achat simplifiée portant sur la totalité des instruments financiers émis par Alti. Au terme de cette opération, « Financière Alti » détient 88% du capital d'Alti.

Aucun autre fait majeur n'est survenu au cours de la période.

#### Evènements significatifs postérieurs à la clôture :

— Acquisition de la société Aralys : Début octobre 2007, Alti a acquis 100% des titres de la société de la société Aralys, société de Services en Ingénierie Décisionnelle. Aralys a développé depuis sa création une offre de Business Intelligence et s'appuie aujourd'hui sur une équipe de plus de 70 consultants ayant la capacité de répondre à l'ensemble des besoins des grands comptes en Business Intelligence.

Créée en 2004, Aralys a réalisé un chiffre d'affaires de 4,2 M€ en 2006 en croissance de 57%, pour une marge opérationnelle supérieure à 10%.

Cette acquisition sera financée intégralement en numéraire, un premier prix de 3,7 M€ payé à la signature et des compléments de prix répartis sur les prochains exercices clôturant les 31 décembre 2007, 2008 et 2009 et pour un montant total plafonné à 5 M€. Les cédants ont consenti une garantie d'actif et de passif plafonnée au prix payé et elle-même garantie par une caution bancaire à hauteur de 300 K€.

Note 1. – Informations sectorielles.

Premier niveau d'information sectorielle – Information par secteur géographique. — L'information par zone géographique est basée sur la répartition géographique des actifs du groupe, chaque société réalisant son activité dans son pays. L'information se présente comme suit au 30 septembre 2007 :

(En milliers d'euros)	France	Belgique	Etats-Unis	Autres	Total
Compte de résultat :					
Chiffre d'affaires par secteur	79 198	12 681	4 277	126	96 282
En %	82%	13%	4%	0%	
Résultat opérationnel courant	6 792	1 596	258	-125	8 521
En %	80%	19%	3%	-1%	
Résultat opérationnel	6 498	1 477	42	-125	7 891
En %	82%	19%	1%	-2%	
Effectifs	805	124	13	2	944
	85%	13%	1%	0%	

(En milliers d'euros)	France	Belgique	Etats-Unis	Autres	Total
Actifs sectoriels :					
Ecart d'acquisition	16 184	6 664			22 848
	71%	29%			
Immobilisations	2 348	316	5		2 669
	88%	12%	0%		
Autres actifs non courants	1 235	155	4	26	1 420
	87%	11%	0%	2%	
IDA	616	3	2	33	653
	94%	0%	0%	5%	
Créances clients	25 645	4 959	669	28	31 301
	82%	16%	2%	0%	
Autres actifs courants	3 245	129	34		3 408
	95%	4%	1%		
Trésorerie et équivalents	3 309	1 090	468	132	5 000
	66%	22%	9%	3%	
Total actifs	52 582	13 316	1 183	219	67 300
	78%	20%	2%	0%	
Passifs sectoriels :					
Capitaux propres	16 259				16 259
	100%				
Provision pour retraite	76				76
	100%				
Dettes financières long et court terme	10 028	214		4	10 247
	98%	2%		0%	
Autres passifs non courant	5 690				5 690
	100%				
Provision court terme	467	388			855
	55%	45%			
Fournisseurs et comptes rattachés	6 230	1 342	258	253	8 082

Autres passifs courants	77%	17%	3%	3%	26 090
	23 488	2 437	144	21	
Total passifs	90%	9%	1%	0%	67 300
	62 238	4 382	402	278	
	92%	7%	1%	0%	

Au 30 septembre 2006, l'information par zone géographique se présentait de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	France	Belgique	Etats-Unis	Total
<b>Compte de résultat :</b>				
Chiffre d'affaires par secteur	54 369	6 671	3 714	64 754
En %	84%	10%	6%	
Résultat opérationnel courant	4 291	202	240	4 733
En %	91%	4%	5%	
Résultat opérationnel	4 193	174	241	4 607
En %	91%	4%	5%	
Effectifs	613	49	9	671
	91%	7%	1%	

(En milliers d'euros)	France	Belgique	Etats-Unis	Total
<b>Actifs sectoriels :</b>				
Ecart d'acquisition	15 893	332		16 225
	98%	2%		
Immobilisations	1 026	112	7	1 144
	90%	10%	1%	
Autres actifs non courants	807	84		891
	91%	9%		
IDA	153		91	244
	63%	0%	37%	
Créances clients	19 812	1 738	719	22 269
	89%	8%	3%	
Autres actifs courants	3 003	97	12	3 112
	96%	3%	0%	
Trésorerie et équivalents	2 647	527	352	3 526
	75%	15%	10%	
Total actifs	43 341	2 890	1 181	47 411
	91%	6%	2%	
<b>Passifs sectoriels :</b>				
Capitaux propres	12 137			12 137
	100%			
Provision pour retraite	170			170
	100%			
Dettes financières long et court terme	5 565	87		5 652
	98%	2%		
Autres passifs non courant	3 988			3 988
	100%			
Provision court terme	205			205
	100%			
Fournisseurs et comptes rattachés	5 892	518	383	6 793

	87%	8%	6%	
Autres passifs courants	17 409	984	73	18 466
	94%	5%	0%	
Total passifs	45 367	1 588	456	47 411
	96%	3%	1%	

Deuxième niveau d'information sectorielle – Information par secteur d'activité. — Le deuxième niveau d'information sectorielle, information par secteur d'activité se présente comme suit au 30 septembre 2007 :

(En milliers d'euros)	Technologie	Consulting	Business solutions	Total
Compte de résultat :				
Chiffre d'affaires par secteur	35 339	26 136	34 807	96 282
En %	37%	27%	36%	
Résultat opérationnel courant	2 412	2 392	3 717	8 521
En % du total répartition	28%	28%	44%	
En % du CA	7%	9%	11%	9%
Actifs sectoriels :				
Ecart d'acquisition	5 790	7 153	9 891	22 834
En %	25%	31%	43%	
Passifs sectoriels :				
Dettes financières (hors concours bancaires courants)	2 383	2 944	3 662	8 989
En %	27%	33%	41%	
Autres passifs non courants	25	1 734	3 931	5 690
En %	0%	30%	69%	
Effectifs	401	255	288	944
En %	42%	27%	31%	

Au 30 septembre 2006, l'information par secteur d'activité se présentait de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Technologie	Consulting	Business solutions	Total
Compte de résultat :				
Chiffre d'affaires par secteur	26 367	13 750	24 637	64 754
En %	41%	21%	38%	
Résultat opérationnel courant	832	1 119	2 782	4 733
En %	18%	24%	59%	
Actifs sectoriels :				
Ecart d'acquisition	7 550	4 950	3 725	16 225
En %	47%	31%	23%	
Passifs sectoriels :				
Dettes financières hors concours bancaires courant	3 155	2 115		5 270
En %	60%	40%	0%	
Autres passifs non courants	1 388	1 375	1 225	3 988
En %	35%	34%	31%	
Effectifs	340	173	158	671
En %	51%	26%	23%	

Note 2. — Ecart d'acquisition.

(En milliers d'euros)	Activité	30/09/06	Ajustement	Variation de périmètre	30/09/2007
Alti NV	Belgique	141			141
PI7 Conseil	Consulting Bancaire	185			185
Cybertech	Business Solutions	230			230
Cartem Conseil	Business Solutions	3 135			3 135
Masterline	Technologie	2 619			2 619
Colego	Business Solutions	386			386
Itras (1)	Consulting Banc / Techno	5 537	224		5 761
Itras (hitit)	Consulting Banc / Techno	314			314
Planaxis (1)	Consulting Banc / Techno	3 679	67		3 746
Cernum (2)	Belgique			6 331	6 331
		16 225	291	6 331	22 848

(1) Modification des écarts d'acquisition Itras et Planaxis comptabilisés provisoirement au 30 septembre 2006 du fait d'ajustements sur les compléments de prix à verser ainsi que sur la détermination des justes valeurs d'actifs, passifs et passifs éventuels identifiés.

(2) Les écarts d'acquisition de la société Cernum comptabilisés au 30 septembre 2007 sont provisoires et établis pour la détermination des justes valeurs d'actifs, passifs et passifs éventuels identifiés sur la base des informations disponibles à la date de la clôture et de l'approbation des comptes par la Direction. En application d'IFRS 3, ils peuvent être sujets à modification jusqu'au 31 mars 2008.

Ecart d'acquisition de Cernum. — Début mai 2007, ALTI a acquis 100% de la société Cernum, elle-même détenant 66% de la société Lunis créée en 2006. La société Cernum réalise son chiffre d'affaires autour de l'activité SAP essentiellement en Belgique. La transaction est enregistrée dans les comptes pour un montant total de 7,2 M€, incluant un montant de 3,35 M€ payé comptant, des compléments de prix relatifs aux exercices 2008 et 2009 pour un montant plafonné de 3,65 M€ et des honoraires pour un total net d'impôt de 151 K€.

(En milliers d'euros)	30/09/2007
Prix d'acquisition yc compléments de prix et honoraires	7 151
Situation nette 30 avril 2007	820
Ecart d'acquisition	6 331

Les actifs et passifs de la société Cernum ont été consolidés pour leurs justes valeurs correspondant majoritairement à leurs valeurs brutes et amortissements déjà enregistrés, les écarts des justes valeurs par rapport aux valeurs comptables n'étant pas significatifs, ils ne sont pas reportés.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités génératrices de trésorerie UGT identifiées selon les secteurs d'activités Consulting Bancaire, Business Solutions et Technologies pour la France.

La synthèse des valeurs nettes comptables des écarts d'acquisition affectés aux UGT est présentée ci-dessous :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Technologies (1)	5 662	7 384
Consulting Bancaire (1)	7 153	4 950
Business Solutions	3 367	3 559
Belgique	6 666	332
Etats-Unis (2)		
Total	22 848	16 225

Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calcul de valeur d'utilité. Ces calculs utilisent des projections de flux de trésorerie basées sur les données budgétaires de l'année n+1 approuvées par la direction. Les flux de trésorerie sur les 4 années suivantes sont extrapolés à partir de taux de croissance différenciés (de 4% à 10%) suivant les secteurs d'activité et compris en moyenne entre 4% et 10%. Le taux d'actualisation retenu est de 11,4%, comparable à celui retenu dans les rapports d'analystes du secteur.

Une augmentation et une diminution d'un point du taux d'actualisation résulteraient respectivement en une diminution et une augmentation de la valeur recouvrable de 3%.

(1) L'écart d'acquisition de Planaxis avait été affecté à hauteur de 50% au pôle Technologies et à hauteur de 50% au pôle consulting bancaire au 30 septembre 2006 de façon provisoire. Au 30 septembre 2007, il est réalloué en totalité sur le pôle consulting bancaire afin de correspondre à l'organisation opérationnelle.

(2) Etats-Unis : le rachat des parts minoritaires d'Alti Incorporated a généré un écart d'acquisition d'un montant de 214 K€. Celui-ci a été déprécié en intégralité au 30 septembre 2007 compte tenu des projections des flux de trésorerie envisagées et de la faible visibilité des perspectives.

Note 3. — Immobilisations incorporelles.

Elles se décomposent et varient comme suit :

(En milliers d'euros)	Valeurs brutes				Amortissement					Valeurs nettes au 30 septembre 07	
	Valeur brute au 01/10/2006	Autres mouvements	+	-	Valeur brute au 30/09/2007	01/10/2006	Autres mouvements	+	-		30/09/2007
Frais de recherche et de développement	62				62	62				62	
Autres immobilisations incorporelles	363	154	720		1 237	281	39	271		590	646
	424	154	720		1 299	343	39	271		652	646

Les frais de recherche et développement inscrits à l'actif correspondent chez Altı NV, à la conception d'un logiciel de tarification douanière mis en place en Pologne, utilisable pour des projets similaires dans d'autres pays. Ils sont totalement amortis à la clôture de l'exercice.

L'augmentation des valeurs brutes correspond pour l'essentiel à l'acquisition du fonds de commerce « Advoo » pour un montant de 498 K€.

(1) Les « Autres mouvements » correspondent à l'entrée de la société Cernum dans le périmètre de consolidation pour leur juste valeur (valeur nette) et représente pour l'essentiel des logiciels.

#### Note 4. — Immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	Immobilisations					Amortissements				Valeurs nettes 30/09/2007
	Valeur brute au 01/10/2006	Autres mouvements	+	-	Valeur brute au 30/09/2007	01/10/2006	Autres mouvements	+	-	
Installations et agencements divers	665	76	211		952	294	209		503	450
Matériel de bureau et informatique	1 484	-13	560		2 031	869	363		1 232	800
Matériel de transport	90				90	16	31		47	43
Immobilisations en cours			731		731					731
	2 240	63	1 502		3 805	1 178	603		1 781	2 024

(1) Les « Autres mouvements » correspondent à l'entrée de la société Cernum dans le périmètre de consolidation pour sa juste valeur (valeur nette) ainsi qu'à des reclassements de poste à poste.

#### Note 5. — Actifs financiers non courants.

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Titres disponibles à la vente	46	30
Participations dans les entreprises associées	26	
Dépôts et cautionnement	747	278
Valeur mobilière de placement nanties (cautions) cf. note 22	601	583
Total actifs financiers non courants	1 419	891

Les titres non consolidés (46 K€) concernent les titres des participations Altı Consulting (18,5 K€), société dormante, et Altı Suisse (26 K€) détenue à hauteur de 42%, société créée au cours du dernier trimestre et sans activité à la date de la clôture.

Les dépôts et cautionnements concernent pour l'essentiel les dépôts de garantie versés aux bailleurs des locaux utilisés par les sociétés du groupe. Leur augmentation est en partie liée à la caution versée (214 K€) dans le cadre de la prise du bail au 88, rue de Villiers à Levallois-Perret, nouveau siège social en cours de transfert.

#### Note 6. — Impôts différés.

Le solde de l'impôt différé actif s'analyse de la façon suivante :

Nature de l'impôt différé actif	30/09/2006	Mouvements (1)	Charges d'impôts	Produits d'impôts	30/09/2007
Organic	30		30	35	35
Participation des salaires	71		71	441	441
Report déficitaire	90	18	105	33	36

Loyers				23	23
Honoraires				92	92
Retraite	53		27	2	27
	244	18	233	624	653

(1) Le montant « Autres mouvements » correspond à l'impôt différé actif constaté sur le report déficitaire de la société Lunis, utilisé en partie dans l'exercice.

Le retraitement de l'impôt différé a été réalisé sur la base du taux de l'impôt en vigueur au 30 septembre 2007 (33%).

#### Note 7. — Créances clients.

L'échéance des créances clients est inférieure à un an. Leur montant net est de 31 301 K€.

Les créances douteuses sont analysées au cas par cas et dépréciées compte tenu des risques encourus. Elles représentent 496 K€ à la clôture de l'exercice.

#### Note 8. — Autres créances – Autres dettes.

Les autres créances et dettes se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Autres créances :		
Personnel	185	282
Taxes sur le chiffre d'affaires et IS	2 340	2 162
Autres créances	242	58
Charges constatées d'avance	641	610
Total autres créances	3 408	3 112
Dettes d'exploitation et diverses :		
Dettes sociales	13 061	9 633
Dettes fiscales	10 733	6 988
Dettes diverses		74
Produits constatés d'avance	2 296	1 772
Total autres dettes	26 090	18 466

L'échéance de l'ensemble de ces créances et dettes est inférieure à un an.

Les produits constatés d'avance correspondent à l'excédent de facturation constaté par rapport au chiffre d'affaires comptabilisé en regard de l'état d'avancement du projet sur les contrats au forfait.

#### Note 9. — Trésorerie et équivalents trésorerie.

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Disponibilités	3 159	3 429
SICAV monétaires	1 841	96
Total	5 000	3 525

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux à court terme, ALTI investit dans des Sicav monétaires qui ne représentent pas de risque de perte de valeur à court terme.

#### Note 10. — Capitaux propres.

— Capital social :

	Nombre de titres	Valeur nominale	Total en euros
30 septembre 2001	2 197 425	0,16	351 588
30 septembre 2005	2 197 427	0,16	351 588,32
31 mars 2006	2 244 877	0,16	359 180,32

30 septembre 2006	2 245 710	0,16	359 313,60
31 mars 2007	2 254 710	0,16	360 753,60
30 septembre 2007	2 254 710	0,16	360 753,60

Les augmentations de capital s'analysent de la façon suivante :

Date	Nature de l'augmentation de capital	Effet en capital (euros)	Effet sur les primes de fusion et d'émission (euros)
30 septembre 2005	Fusion-absorption de Masterline Management	0,32	19
27 mars 2006	Levée d'options	7 592	347 510
30 septembre 2006	Fusion-absorption d'Itras SA	133,28	4 612
31 mars 2007	Levée de BCE	1 440	61 020

— Droits à dividende :

Année de versement	Exercice	Montant total en euros	Nombre de titres	Dividende par action en euros
2000	30/09/1999	312 521	2 197 425	0,15
2001	30/09/2000			
2002	330/09/2001			
2003	30/09/ 2002			
2004	30/09/ 2003			
2005	30/09/2004			
2006	30/09/2005			
2007	30/09/2006	785 998,5	2 245 710	0,35

— Actions à droit de vote double : Tout actionnaire justifiant de ses titres nominativement depuis deux ans au moins bénéficie d'un droit de vote double. Suite à la restructuration de la détention du capital d'Alti (cf. événements majeurs), les actionnaires dirigeants ne détiennent plus de titres à droits de vote double.

— Actions propres : Au cours du semestre 06/07, 1 500 titres Alti auto-détenus ont été octroyés à des collaborateurs en régularisation d'exercice de stock option en cours au 30 septembre 2006.  
Les 3 316 actions propres résiduelles ont été apportées à l'OPAS initiée par Financière Alti courant août 2007.

— Options de souscriptions d'actions : Le tableau ci-dessous permet de résumer les principales caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions actuellement en vigueur :

	Plan	Plan	Plan
Date d'assemblée	28/09/1999 31/01/2002	31/01/2002	14/02/2006
Nombre d'actions autorisées par l'assemblée	109 871		100 000
Nombre d'actions attribuables par le Conseil au 30 septembre 2007			100 000
Date du Conseil d'Administration	13/04/2004	30/09/2005	Néant
Nombre d'actions pouvant être souscrites (options attribuées) :	5 000	1 077	
Par les mandataires sociaux			
Par les 10 premiers salariés attributaires	5 000	350	
Point de départ d'exercice des options	13/04/2007	30/09/2008	
Date d'expiration	12/04/2009	29/09/2010	
Prix de souscription (1)	6,49 €	13,83 €	
Nombre d'actions exerçables au 01/10/2006	5 000	892	
Nombre d'actions souscrites pendant l'exercice 06/07			
Prix d'exercice moyen des options levées			

Nombre d'options expirées pendant la période (expiration ou départ des bénéficiaires)		80
Nombre d'actions restant exerçables au 30 septembre 07	5 000	812

(1) Le prix de souscription correspond à 95% de la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédent la tenue du Conseil d'Administration.

— Bons de Créateurs d'Entreprise : Le tableau ci-après permet de résumer les principales caractéristiques du plan en vigueur.

	Plan N°1	Plan N°2	Plan N°3
Date d'assemblée	31/01/2002	14/02/2006	13/02/2007
Nombre d'actions autorisées par l'assemblée	82 500	150 000	150 000
Nombre d'actions attribuables par le Conseil au 30 septembre 2007		150 000	150 000
Date du Conseil d'Administration	26/03/2002	09/10/2006	Néant
Nombre d'actions pouvant être souscrites (options attribuées) :	66 000	23 300	
Par les mandataires sociaux		0	
Par les 10 premiers salariés attributaires	39 000	23 300	
Point de départ d'exercice des options - pour moitié	01/10/2003	01/10/08 (12 800)	
Pour solde	01/10/2004	01/10/09 (10 500)	
Date d'expiration	25/03/2007	30/09/2010	
Prix de souscription (1)	6,94 €	14,74 €	
Nombre d'actions exerçables au 1er octobre 2006	13 500		
Nombre d'actions souscrites pendant l'exercice 06/07	9 000		
Prix d'exercice moyen	26,90 €		
Nombre d'options expirées pendant la période (expiration ou départ des bénéficiaires)	4 500		
Nombre d'actions restant exerçables au 30 septembre 2007		23 300	

(1) Le prix de souscription correspond à 80% de la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédent la tenue du Conseil d'Administration.

— Actions gratuites : Le conseil d'administration du 27 octobre 2005 a attribué 5 000 actions gratuites à compter du 27 octobre 2007.

— Application de la norme IFRS 2 aux Stock-options, Bons de Créateurs d'Entreprise et Actions Gratuites : Les plans qui ont été valorisés et comptabilisés selon la norme IFRS 2 sont :

- les plans de stock-options en date des 13 avril 2004 et 30 septembre 2005 ayant respectivement attribué 5 000 et 1 077 actions ;
- le plan d'actions gratuites (5 000) attribuées en date du 27 octobre 2005 ;
- le plan de BCE ayant attribué 23 300 BCE en date du 9 octobre 2006.

Les plans qui ont attribué des options ou des bons avant le 7 novembre 2002 n'ont pas été valorisés.

La valeur unitaire des options a été calculée en utilisant le modèle de Black and Scholes, les données ci-dessous ont été retenues.

	Stock-options 13/04/2004	Stock-options 30/09/2005	Actions gratuites	Bce
Prix d'exercice	6,49	13,83	13,45	14,71
Prix de l'action à la date d'attribution	6,83	14,56	13,45	19,3
Taux sans risque	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
Volatilité de l'action sous-jacente	30%	30%	30%	30%

La charge globale pour ALTI se répartit sur une période allant du 14 avril 2004 au 30 septembre 2009 et a été corrigée des probabilités de présence des salariés aux dates d'attributions définitives successives de chacun des plans. L'intégralité de cette charge est estimée à 216 K€ dont 101 K€ imputables à l'exercice 2007, 74 K€ imputables à l'exercice 2008 et 7 K€ imputables à l'exercice 2009.

#### Note 11. – Provision pour retraites.

Les engagements d'ALTI en matière de retraite proviennent des régimes conventionnels (Syntec) de fin de carrière.

Le coût des prestations définies est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Les taux retenus sont les suivants :

— Taux d'actualisation : 4% ;

— Taux de revalorisation des salaires : 3%.

Nature	30/09/2006	Mouvements (1)	Charges de personnel	Ecarts actuariels (2)	30/09/2007
Provision pour retraites	170	6	21	-121	76

(1) Correspond à l'entrée de Planaxis dans le périmètre : du fait de l'entrée tardive de Planaxis dans le périmètre de consolidation du 30 septembre 2006 (31 août 2006), la provision pour indemnités de fin de carrière a été valorisée pour la première fois sur l'exercice.

(2) Correspond au réajustement du calcul de la provision au 30 septembre 2007 sur une base d'âge de départ à 65 ans versus 60 ans au 30 septembre 2006.

#### Note 12. – Dettes financières.

Les dettes financières s'élèvent à 10 247 K€ et s'analysent de la façon suivante :

Objet de l'emprunt	Capital restant dû au 30/09/2007	A un an	> 1 an	Taux
Masterline	787	306	482	Fixe =< 4%
Itras	3 032	776	2 256	Euribor 3 M Floor 2,85% Cap 4% Fixe 4,75%
Planaxis	1 283	300	983	Euribor 3 M Floor 3,4% Cap 4% Fixe 4,9%
Cernum	3 575	713	2 862	Fixe > 5,2% et <5,4%
Divers	297	135	162	
Comptes bancaires créditeurs	1 188	1 188		
Intérêts courus	85	85		
<b>Total</b>	<b>10 247</b>	<b>3 503</b>	<b>6 744</b>	

Leur remboursement anticipé est prévu dans le cas où les ratios suivants ne seraient pas respectés :

- Frais Financiers / Excédent Brut Exploitation < 2,5 ;
- Dettes financières / Capitaux propres consolidés < 1 ;
- Dettes financières / Excédent Brut Exploitation < 3 ;
- Dettes financières / capacité d'autofinancement < 3.

#### Note 13. – Autres passifs non courants.

Ils s'élèvent à 5 690 K€, concernent les dettes sur acquisition des filiales et se répartissent de la façon suivante :

Compléments de prix (En milliers d'euros)	2007/2008	2008/2009	2009/2010	Total
Colego	118			118
Planaxis	1 650			1 650
Itras	50			50
Cernum	1 875	1 775		3 650
Alti Incorporated	222			222
<b>Total</b>	<b>3 915</b>	<b>1 775</b>		<b>5 690</b>

Les compléments de prix sont provisionnés sur la base des estimations budgétaires à venir pour les activités concernées dans la limite des conditions définies dans les protocoles d'acquisition.

#### Note 14. – Provisions court terme.

Nature	30/09/2006	Mouvements	Dotations	Reprises consommées	Reprises sans objet	30/09/2007
Litiges commerciaux		285	200			485
Litiges baux		44				44
Litiges prud'homaux	205		277	85	69	328
	205	329	477	85	69	856

Les mouvements correspondent à l'entrée de Cernum dans le périmètre pour 285 K€ et à l'évaluation des passifs dans le cadre du calcul définitif de l'écart d'acquisition Itras pour 44 K€;

Note 15. – Autres charges d'exploitation.

(En milliers d'euros)	30/09/2007		30/09/2006	
	Montant	En %	Montant	En %
Sous-traitance	16 754	62%	12 221	62%
Frais de déplacements	2 609	10%	1 261	6%
Loyers	882	3%	635	3%
Honoraires	1 046	4%	395	2%
Formation externe	518	2%	422	2%
Communication	971	4%	568	3%
Impôts et taxes	1 314	5%	1 524	8%
Dotations nettes amortissements immobilisations	602	2%	394	2%
Dotations nettes aux provisions	440	2%	190	1%
Autres	1 958	7%	1 955	10%
Total	27 094	100%	19 565	100%

Note 16. – Autres produits et charges opérationnels.

Les autres produits et charges comprennent notamment :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Litiges commerciaux	-50	
Litiges salariaux	-106	
Locaux rue de Clichy – fin de bail	-193	-33
Dépréciation écart acquisition Alti Inc	-214	
Fin de bail - Advoo	-17	
Coûts de déménagement - Belgique		-29
Options et actions gratuites		-34
Plus-value de cession Alti Luxembourg		322
Restructuration – personnel et locaux Itras		-304
Autres	-50	-48
Autres produits et charges	-630	-126

Note 17. – Résultat financier.

Ils correspondent aux opérations suivantes :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Résultat de cession d'équivalent de trésorerie	53	26
Charges d'intérêt	-419	-192
Coût de l'endettement financier	-366	-166
Ecarts de changes	-132	-60
Cession des actions d'auto-contrôle	110	
Autres produits et charges	11	
Résultat financier	-377	-226

## Note 18. – Impôts.

L'incidence sur le résultat et les capitaux propres des dispositions fiscales est la suivante :

(En milliers d'euros)	30/09/2007	30/09/2006
Impôts courants	3 190	1 165
Variation des impôts différés	-391	168
Total	2 799	1 333

Le rapprochement entre le taux d'imposition théorique sur résultat avant impôt, qui est le taux légal applicable aux sociétés françaises soit 33%, et le taux d'imposition effectif constaté dans les états financiers consolidés (impôt courant et impôt différé rapportés au résultat courant avant impôt), s'analyse de la façon suivante au 30 septembre 2007 :

- Taux d'imposition théorique : 33% ;
- Reports déficitaires des filiales générant une économie d'impôt : 0,4% ;
- Défis fiscaux ne donnant pas lieu à une créance d'impôt différé : 0,2% ;
- Effet des différences de taux entre pays : 0,3% ;
- Effet des différences entre les résultats consolidés et imposables : 4,2% ;
- Taux d'imposition effectif : 37,3%.

Il n'y a pas de régime d'intégration fiscale au sein du groupe.

## Note 19. – Participation.

La participation et l'intéressement générés par les sociétés françaises Alti SA, Sytest et Planaxis au cours de l'exercice 2006/2007 se sont élevés à 1 282 K€, dont 997 K€ de participation, leur montant a été intégré aux coûts de personnel. Au cours de l'exercice précédent, la participation des salariés s'élevait à 195 K€.

## Note 20. – Rémunération des dirigeants.

La rémunération concernant les dirigeants (membres du Conseil d'Administration) s'est établie de la façon suivante :

	Rémunération annuelle brute yc avantages en nature	Prise en charge contrats d'assurance	Stocks options	Engagements au titre du régime des retraites (Indemnités fin de carrière)
André Bensimon	152	Néant	Néant	1,3
Michel Hamou	155	Néant	Néant	0,8

Aucune avance ni crédits n'ont été accordés aux membres des organes de direction.

## Note 21. – Honoraires des commissaires aux comptes.

(En milliers d'euros)	Ernst and Young		Bdo-Gendrot		Autres CAC	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Commissariat aux comptes, certification comptes individuels et consolidés	102	88,2	66	50	20	15
Autres prestations, le cas échéant		53				
Audit d'acquisition						
Total	102	141,2	66	50	20	15

## Note 22. – Autres informations.

— Nantissements :

Nantissements	Nature	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant de l'actif nant
Valeur mobilière de placement	Loyers siège social	05/09/2004	(*) 05/09/2005	386 K€

Valeur mobilière de placement	Compléments de prix Cartem Conseil	29/10/2003	30/06/2007	162 K€
Valeur mobilière de placement	Caution marché public Port autonome de Paris	09/06/2005	(*) 27/10/2005	53 K€

(\*) *Nantissements reconduits.*

— Titres acquis avec clause de révision de prix et cautions reçues :

– Masterline : Le cédant majoritaire s'est engagé à garantir les actifs et les passifs de la société dans la limite de 200 K€ et moyennant une caution bancaire à hauteur de 150 K€ jusqu'au 30 juin 2008.

– Colego : Un complément de prix sera éventuellement versé à l'actionnaire cédant sur la base de la marge brute arrêtée au 31 décembre 2006 plafonné à 225 K€.

Le cédant majoritaire s'est engagé à garantir les actifs et passifs de la société jusqu'au 31 décembre 2008.

– Itras : Les cédants ont consenti une garantie d'actif et de passif plafonnée à 500 K€ jusqu'au 31 décembre 2009 et elle-même garantie par une caution bancaire dégressive à hauteur de 200 K€.

– Planaxis : La transaction prévoit des compléments de prix relatifs aux résultats des exercices clos les 30 septembre 2007 et 31 mars 2008, fonction du résultat courant avant impôt et respectivement plafonnés à 1,1 M€ et 0,55 M€.

Les cédants ont consenti une garantie d'actif et de passif plafonnée à 73% des sommes perçues et elle-même garantie par une caution bancaire à hauteur de 150 K€.

– Cernum : La transaction prévoit des compléments de prix relatifs aux résultats des exercices clos les 31 mars 2008 et 31 mars 2009, fonction du résultat courant avant impôt, plafonnés chacun à 1 875 K€ dans la limite d'un plafond global de 3 650 K€.

Les cédants ont consenti une garantie d'actif et de passif plafonnée au montant du prix jusqu'au 31 mars 2010 et elle-même garantie par une caution bancaire à hauteur de 335 K€.

— Engagements et autres obligations contractuelles : Il s'agit essentiellement des contrats de locations immobilières.

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Obligations en matière de location-financement	Néant			
Contrats de location simple	7 817	1 418	3 309	3 090
Obligations d'achat irrévocables	Néant			
Autres obligations à long terme	Néant			
Total	7 817	1 418	3 309	3 090

Aucun autre engagement hors bilan significatif n'a été contracté par la société à ce jour.

**0800892**